

DISCOURS À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Juan Branco
9 décembre 2019

Mesdames, Messieurs,

Chers étudiants,

Je commencerai mon propos par cette harangue simple : la République ne vous appartient pas.

Vous avez, pour la première fois, rendu une de vos conférences inaccessible aux publics non-étudiants, par crainte de l'émergence de gilets jaunes en un lieu que vous considérez vôtre. Symptôme, grave, d'une scission qui est à l'origine du processus révolutionnaire enclenché il y a un an, par les porteurs du gilet que je tiens à ma droite, contre les porteurs de LBD que je tiens à ma gauche.

En vous comportant ainsi, vous agissez en dignes héritiers d'un ordre social qui s'est approprié les outils d'une autre révolution, celle de 1789, afin de servir ses intérêts. D'un ordre social qui a dévoyé les instruments dits méritocratiques pour les réserver à ses propres légataires en accaparant ressources et privilèges offerts par la collectivité.

Vous êtes, face à moi, en cette école censée accueillir tout enfant de la République en ayant le talent, 3% seulement à être issus des couches populaires de la société. 1% d'enfants d'ouvriers, 2,2% d'enfants d'employés et 0% d'enfants de chômeurs, alors que ces catégories sociales compte pour plus de 60% de la population française.

Ces chiffres sont identiques au sein des écoles les plus prestigieuses de la république, que ce soit l'Ecole normale supérieure, l'ENA ou encore HEC. Ils révèlent un fait cruel, évident, fatidique : la plus grande partie de la population est exclue des « élites de la République », et de ses plus importantes institutions, celles qui portent pourtant égalité et fraternité sur leur fronton.

En le leur interdisant l'accès à cette conférence, y compris en tant que spectateurs, vous participez d'une exclusion devenue naturelle, dont vous n'étiez, jusqu'à cet instant, pas responsables, mais qui va me permettre de m'adresser à vous en tant que parties à cet ordre social dévastateur, qui depuis un an vacille, que j'appelle ici à faire tomber et qui, depuis un an, a plus d'une fois vacillé.

*

Le sujet de cette conférence est le devenir des élites. Je souhaiterais commencer par cette précision, à savoir que je tiens face à moi, non pas l'élite de la nation, mais une masse d'héritiers qui n'a, à cet instant, rien prouvé d'autre que sa capacité à se distinguer de la masse de semblables héritiers qui composaient sa classe. 81% d'entre vous sont fils ou filles de cadres supérieurs, et près de dix pour cent supplémentaires de chefs d'entreprise. A égale proportion, vous provenez de seulement dix lycées, eux-mêmes distingués par une propension au déterminisme social affolant. Sur 761 classes préparatoires en France, 80% d'entre vous avez été sélectionné dans un vivier si limité qu'il invalide toute prétention à l'universalité et aux discours méritocratiques dont on n'a pourtant cessé de vous affubler.

A moins que vous ne pensiez que, structurellement, un enfant d'ouvrier soit entre trente et cinquante fois moins intelligent qu'un fils de cadre supérieur, vous n'êtes, à cet instant, que les plus brillants membres d'une caste elle-même atrophée.

Et pourtant, cette position vous assure de devenir demain les cadres de notre régime, prenant les décisions qui engageront l'ensemble de notre société, accaparant les postes de responsabilité – près d'un tiers des patrons du CAC40 ont ciré ces bancs, tandis que la quasi-totalité des cadres du SBF120 sont passés par l'une des quatre écoles que j'ai mentionnées. Sans parler des principaux directeurs d'administration à vocation économique, directeurs de grandes institutions financières, membres de cabinet, etc.

Cette absurde monopolisation de l'espace décisionnel se base sur un mensonge : le fait que vous ayez été sélectionné sur le fondement de votre talent, dans un cadre donnant égale chance à chacun et permettant, à chaque cohorte, de faire émerger les plus brillants esprits d'une génération. Ce discours, associé à celui des sacrifices que vous auriez fait afin d'atteindre ce statut – auquel le rite initiatique de la *prépa* donne toute sa crédibilité – vous est rabâché dès l'enfance, légitimant l'accès à un statut social exorbitant, qui vous sera attribué à vie, à peine la vingtaine entamée.

La croyance en ce discours a souvent été dénoncée, déconstruite avec brio puis minutie, depuis que Pierre Bourdieu et d'autres s'en sont saisis. La permanence de ses effets, de la croyance irrationnelle qu'il produit, est cependant telle, qu'elle a amené, il y a un an encore, dans ce même amphithéâtre, un certain Laurent Alexandre, que vous avez lourdement applaudi, à tenir un discours, sobrement intitulé les dieux et les inutiles, qualifiant les personnes prises dans la trappe à immobilité sociale créée par les dominants de cette société de sous-doués et d'inutiles, tout en vous qualifiant d'œufs en or, dieux faisant face à une responsabilité historique qui emportera les premiers et consacrera les seconds.

Ce discours a surtout provoqué des effets politiques d'une telle violence qu'il menace aujourd'hui de désagrégation l'ensemble de notre société.

Rétablissons cette factualité, que l'approche appropriante des stratégies de classe qui vous ont amené à votre position a pu distordre : votre position en ce lieu-ci le fruit d'un déterminisme sociologique qui ne vous a consacré en tant qu'individu par ricochet, du fait de capacités que le contexte extrêmement favorable dans lequel vous êtes né vous a permis de développer.

Et vous n'aviez dès lors nul droit de le fermer.

*

L'accès à cette école que vous a offert la République, et à travers elle, des millions de concitoyens qui ont travaillé, cotisé, payé leurs impôts afin de la financer, vous a de surplus offert toute une série de privilèges inestimables, de ceux qui déterminent à jamais les parcours de vie, et offrent les clefs pour influencer le destin de la collectivité. Ils peuvent vous donner l'impression qu'ils seraient, là encore, « mérités », c'est-à-dire qu'ils seraient un droit que vous auriez tout loisir d'exercer. Or je tiens à vous le rappeler : l'Etat n'est pas votre moyen. Il est celui du bien commun. Et vous n'êtes que ses instruments, en charge de lui donner les moyens de ses fins.

C'est pour cela et pour cela seulement que vous avez accès au privilège, tout d'abord, de l'accès à des ressources publiques exceptionnelles – vous êtes, rappelons-le et contrairement à la quasi-totalité du corps étudiant français, rémunérés par l'Etat pour étudier, alors même que vous appartenez aux catégories les plus favorisées de la société, après avoir, pour une grand part d'entre vous, fréquenté des écoles privées ou des établissements institutionnellement privilégiés, accroissant par cette scolarisation discriminante la ségrégation sociale qui touche l'enseignement secondaire et du supérieur et empêche vos camarades de classes moins favorisées de s'émanciper.

Privilège qui vous a permis d'accéder à un deuxième privilège, celui d'être formé par les plus prestigieux professeurs, au sein de infrastructures d'enseignement qui bénéficient de budgets séparés de ceux de l'université, et bien évidemment incomparablement supérieurs.

Privilège qui sera ensuite prolongé pour certains d'entre vous, lorsque vous accéderez aux corps techniques, c'est-à-dire à une charge aristocratique qui vous permettra, à vie, d'être à l'abri du besoin, du fait d'une sélection intervenue à l'aube de votre majorité. Pour les autres, moins ambitieux ou moins dotés, de se voir garantie une position sociale par le truchement d'une qualification ouvrant à d'importants revenus. En d'autres termes : de ne jamais connaître le chômage et la précarité. La misère. L'isolement et l'abandon. Tout ce qui suscite un rapport d'altérité, permet de rompre l'évidence de trajectoires déterminées à la naissance, de créer un sentiment d'inquiétude qui vous amènerait à vous intéresser aux plus précarisés, plutôt que de leur claquer la porte au nez.

Mais aussi privilèges intangibles, de ceux dont la formation a fini par devenir la spécialité de ces « écoles » qui à l'entregent sacrifient toujours plus l'exigence. L'X vous donne accès au plus précieux sésame qui soit : le capital symbolique, qui outre la garantie d'une socialité elle-même attributaire de revenus, vous offre une position d'autorité naturelle dont certains d'entre vous auront tôt fait de se saisir à des fins inavouées.

Ce qui offrira, aux plus désinhibés d'entre vous, un permis pour frauder, corrompre, pantoufler. Une carte d'impunité à utiliser sans discontinuité.

Vous pourrez ainsi, comme Anne Lauvergeon, cousine normalienne mais ayant accédé comme certain d'entre vous le feront au corps des mines, détruire une entreprise publique, faire disparaître 2,8 milliards d'euros d'argent public en une affaire impliquant des rétrocommissions – l'affaire Uramin – provoquer le licenciement de plus de 2000 personnes, dévaster la filiale nucléaire de votre pays, impliquer votre mari dans une affaire d'abus de biens sociaux, et, sans à aucun moment être véritablement inquiétée, vous voir nommée dans la foulée au conseil d'administration d'ENGIE.

Vous pourrez, plutôt comme Bernard Arnault, subir un redressement fiscal de plus d'un milliard d'euros, sans ne jamais craindre que la prison puisse un jour vous concerner.

Vous pourrez vous endetter à hauteur de dizaines de milliards d'euros, je pense cette fois à Patrick Drahi, racheter des entreprises par dizaines afin de les *restructurer* – c'est-à-dire licencier – et effectuer un travail de cost-killing délirant accroissant leurs marges – au détriment de la société - pour rembourser les banquiers qui vous auront appuyés – sans ne jamais avoir de comptes à rendre sur votre absence de capital initial, les conséquences de long-terme de vos décisions, et l'effet catastrophique de ces soi-disant optimisations.

Vous pourrez, comme Jean Marie Messier, utiliser les réseaux que la République vous a attribué pour voir projeté à la tête d'une des plus importantes entreprises françaises – en remerciement de votre participation à la privatisation par pelletées de biens de l'Etat –, vivre le rêve américain en endettant massivement l'entreprise, rachetant des grands studios, des chaînes de télévision, mais aussi des appartements à New York à 20 millions de dollars et des jets privés à votre seul usage, provoquer des pertes de 19 milliards d'euros en un an – un record qui, vous valant votre remplacement par un camarade de promotion, vous permettra tout de même d'accéder à plusieurs dizaines de millions d'euros d'indemnisation, qui vous vaudront certes une condamnation pour abus de biens sociaux, sans vous empêcher pour autant de fonder votre banque d'affaires et monnayer à nouveau vos réseaux à hauteur de millions d'euros.

Vous pourrez plutôt, comme Carlos Goshn, louer Versailles aux frais d'une entreprise qui vient d'être sauvée par la puissance publique, pour fêter votre anniversaire, ou comme Patrick Kron, corrompre le tout Paris pour offrir à une puissance rivale, les Etats-Unis, l'un des plus importants outils industriels du pays. Comme Noël Forgeard, être condamné pour délits d'initiés sans ne connaître plus de difficultés après avoir profité des difficultés industriels que vous aviez provoqué au sein d'Airbus pour spéculer, pousser comme Didier Lombard des dizaines de salariés au suicide et vous en réjouir, ou comme Serge Dassault, être filmé en train d'acheter des voix d'électeurs ; -sans vous voir à un quelconque moment véritablement inquiéter. Vous pourrez, comme Gérard Araud, devenir l'un maillon clef d'une guerre qui va dévaster la méditerranée et provoquer la mort de dizaines de milliers de personne, et être promu.

Vous aurez en toutes circonstances une certitude : celle de préserver, au sein du Petit Paris et de l'État – dans sa vision la plus extensive – un capital qui vous permettra de vivre agréablement, sans ne jamais être confronté aux conséquences de vos actes.

Tout cela parce que vous aurez, à 20 ans, réussi un concours qui vous aura permis d'intégrer un espace destiné un temps à servir la République et lui donner les cadres qui lui manquaient, et qui aujourd'hui est utilisée par une classe au service de ses seuls intérêts.

*

La République périt de sa corruption, d'un accaparement endogame dont vous n'êtes pas responsables, mais dont vous prenez déjà naturellement le chemin, craignant, à vingt-ans seulement, d'être confrontés aux plus écrasés de la société, soutenus par 70% du pays, et pourtant tenus à l'écart de ce lieu sacré auquel vous appartenez.

Non, la République ne vous appartient pas. C'est bien vous qui lui appartenez, et il n'y a nulle raison que vous la craigniez. C'est elle qui vous a donné une opportunité unique, celle de vous émanciper par le savoir et la pensée, de déployer des capacités qui auraient été autrement étouffées, en vous laissant le luxe du temps et les moyens suffisants pour vous déployer, afin de devenir les serviteurs non d'une élite, mais du peuple qui vous a institué, arrachant votre liberté aux puissances d'antan qui, de naissance, vous tenaient asservies. C'est ce peuple, qui en se levant en 1789, vous offrit cette possibilité d'émerger par la pensée, que vous cherchez à écarter. Ce peuple qui, à force de nourrir ceux-là mêmes qui, censés les défendre, les tenaient éloignés, se montre prêt aujourd'hui, au fenwick, à défoncer la porte de ministères pour rappeler à ses serviteurs que ces lieux n'ont été construits, sur leurs deniers, que pour les protéger des aristocrates, et non reconstruire une aristocratie qui pourrait se permettre de les mépriser.

Ce peuple, vous auriez tout intérêt à l'écouter.

Or la République, littéralement la chose publique, semble avoir oublié qu'elle a été créée pour servir, et non pour donner de nouveaux maîtres, choisis au sein d'une classe sociale qui aurait le privilège de s'en répartir les fruits. Ainsi parle-t-on, au sommet de l'Etat, de ceux qui ne sont rien, et ici, en ce creuset des serviteurs de la révolution, des inutiles qu'il y aurait à dresser. Ainsi utilise-t-on des méthodes autrefois réservées aux colonies pour dompter ce peuple qui a le tort, avec un appui majoritaire au sein des silencieux, de se lever, et que l'on se montre prêt à éborgner pour le silencier. Au sein de l'ensemble des institutions dites « d'élite », la proportion d'enfants des classes populaires est passée en cinquante ans de 30 à 6%. L'Assemblée nationale n'est pas en reste : on n'y trouve plus qu'1% de fils d'ouvriers, 4% de fils d'employés. A l'assemblée nationale, qui n'a qu'une fonction : représenter la société dans sa diversité, sans critère de compétence ou de qualité.

Cela a provoqué une crise systémique, qui a amené les gilets jaunes à remettre en question la « démocratie » représentative telle qu'elle est actuellement instituée. Ainsi, les citoyens ne se sont-ils perçus aujourd'hui qu'en tant que détenteurs d'un droit : celui de choisir, à partir d'un panel dont la sélection préalable leur échappe, ceux qui décideront et parleront en leurs noms.

Démocratie libérale et bourgeoise, issue de la révolution, notre système politique actuel désactive la puissance politique des citoyens, les réduit à un rôle de consommateurs, au profit d'une classe sociale créée en première instance pour intermédiaire entre les pouvoirs et la société, à qui furent offerts une série de privilèges – dont la création de l'école que vous avez intégré – qui ont été génération après génération détournés afin de servir ses propres intérêts, donnant naissance à une arrogance et un mépris qui s'est déployé dans toute sa beauté à partir du 17 novembre 2018, y compris en ces espaces-ci.

L'oubli de l'origine de sa position sociale, son déni, est un fait naturel. La tentative de le pérenniser, au détriment des raisons qui nous ont fait émerger, aussi. La correction de cet état de fait, dès lors, une impérieuse et systémique nécessité. Les gilets jaunes, en cherchant à enclencher une révolution politique qui ouvrirait notre espace politique à une démocratie directe, incluant référendums d'initiative citoyenne, mandats impératifs et révocatoires, n'ont fait que prendre la marche de l'histoire, suscitant la sidération et le mépris de ceux qui voyaient, par cette potentielle révolution, leur position menacée.

*

Étonnant paradoxe que l'on entende ce mépris ici, en un espace qui ne se trouve *a priori* pas menacé, pour peu que l'on considère que le devenir-parasitaire de l'institution que les dernières décennies semblent avoir ancré en son âme n'en définisse son ontologie.

Étonnant paradoxe, que l'on ait à ce point oublié à qui cette institution se devait, et quel était son modeste et essentiel rôle: celui de servir, et de servir avec humilité, ceux-là même qui vous avaient institué.

Étonnant paradoxe, qu'il nous faut explorer. Le système éducatif, tel qu'il existe aujourd'hui, amène à sélectionner les impétrants des institutions dont nous parlons, au sein d'un vivier extrêmement uniforme, réduit, ce qui produit des effets de long-terme évidents : médiocrisation des cohortes, liée à l'absence de mise en concurrence réelle avec l'ensemble de la société et la réduction de la compétition à des individus aux profils calqués ; difficulté sous-jacente à penser en dehors des cadres, liée à l'absence de confrontation à des perspectives tierces, à des expériences de vie mêlées, mais aussi tout simplement à la société, amenant à une absence de remise en question, la constitution d'effets de corps et de solidarités de classe, d'une endogamie suscitant connivence et corruption.

Ne pensez pas que les éléments que je viens de vous présenter sont anecdotiques. Les conséquences se comptent en milliards et en corps, et le pays choit par sa tête. Sa décomposition, que les gilets jaunes sont venus constater, est le fruit d'une décadence dévastatrice naissant de ces processus là, qui ont amené l'ensemble de la population à supporter le poids croissant des errements de ses dirigeants, dont la catastrophique gestion du parc nucléaire n'est qu'un des nombreux exemples signifiants.

Cet effondrement s'est accompagné, et a probablement nourrit, dans une logique coloniale classique, notre absorption à l'échelle internationale au sein d'espaces économiques tiers, dirigées par des élites plus fermes et voraces, qui se sont affectées à nous piller et nous exploiter en profitant des facilités offertes par une décomposition de nos dirigeants, qui se sont eux parfaitement accommodés de notre décomposition. De la même façon que la République française fit sa fortune en corrompant, menaçant, dévorant des potentats locaux en des colonies où elle déployait ses excédents, la France est devenue une terre de prédation où se succèdent les appropriations dont nos dirigeants sont devenus les principaux vecteurs.

L'affaire Alstom, après Alcatel Lucent, Technip, Arcelor, Pechiney, Thomson, ne sont que des expressions d'un mouvement de fond, fruit des compromissions beaucoup plus larges et structurantes qui se déploient au sein de notre espace politique et économique, au profit de l'imperium états-unien, que notre participation aveugle et de plus en plus impensée à l'axe franco-allemand et aux politiques monétaires qui en ont découlé n'a fait que renforcer, et qui trouve source dans le mode de sélection, de formation et de contrôle de nos élites en question.

L'entresoi favorise la compromission, et il n'est dès lors nul hasard à ce que Polytechnique se soit, ces dernières années, illustrée bien moins par la formation de grands capitaines d'industrie – loin demeure le temps des Schlumberger, Citroën ou Jean-Louis Beffa – ou de scientifiques – dont l'illustre Poincaré qui, en ce moment même peut-être, nous entend, que par les rampes ascensionnelles qui ont permis à nombre de ses anciens, de profiter de leur accès aux ressources publiques et aux réseaux de la République offerts par l'école pour déployer une richesse privée, éloignée de tout rapport au commun, et le plus souvent formée au détriment du commun. Ainsi Bernard Arnault, s'appuyant sur une structure complexe de corruption élaborée avec l'aide d'Antoine Bernheim, s'appuya-t-il sur l'accès aux ressources publiques que lui offrirent certains camarades d'institution, arrachant l'appui d'un gouvernement qu'il aiderait en retour, mais aussi l'aide du Crédit Lyonnais et l'attribution d'importantes subventions publiques, pour, en mentant, corrompant et manipulant, récupérer, saucissonner et dévaster le groupe Boussac au détriment de ses salariés et de régions entières du pays, dont les Vosges, en extrayant la seule valeur qui l'intéressait, afin, en vingt-ans, d'établir une fortune telle qu'il tenterait de s'exiler fiscalement en 2013, engrangeant grâce à la bulle spéculative liée aux politiques monétaires et à la mondialisation inégalitaire à laquelle la France ne sut s'extirper, tripler en trois ans une fortune estimée à 30 milliards d'euros, pour atteindre cette année les 100 milliards d'euros, le laissant bien plus écarté d'un quelconque millionnaire qu'un français le serait d'un Centrafricain affamé, sans qu'à aucun moment un politique ne se montra prêt à le lui réclamer.

Ainsi Patrick Drahi, qui s'appuyant sur de similaires outils, réussit, également sans capital ni faits d'armes à signaler à mettre la main sur le groupe SFR, au détriment de 5000 salariés licenciés, dans le cadre d'une opération autorisée par Emmanuel Macron en échange de sa prise de contrôle de Libération, l'Express, BFM TV et RMC, et des services adjacents que l'on peut deviner. Ainsi Bernard Mourad qui, ami de Macron, deviendrait son conseiller après avoir été directeur général de l'ensemble des médias de M. Drahi, avant de prendre la tête de Bank of America Paris à qui venait d'être attribué le mandat de privatisation d'Aéroports de Paris.

Ainsi les parcours plus discrets, et non moins spectaculaires, de centaines de surgeons de ces institutions, qui surent non seulement faire fortune, mais s'assurer du placement de leur progéniture en d'identiques espaces qui légitimeraient demain leur domination.

Est-il venu le temps de s'interroger sur le rôle critique que jouent des institutions comme celle où nous parlons aujourd'hui, dans la constitution de ces phénomènes d'accaparement où l'Etat est instrumentalisé au service des intérêts de certains ? Est-il venu le temps d'interroger sur ce que tout cela produit comme effets sur la démocratie, alors que ces mêmes individus, après s'être servis, ont décidé depuis vingt-ans de renforcer leur position dominante en achetant des médias, autant de moyens d'influence qui leur assurent de préserver leur accès aux moyens de l'Etat, de par la puissance qu'ils leurs octroient auprès de politiciens qui, en un espace dit démocratique, dépendent du niveau de visibilité qui leur est accordé pour obtenir des voix ?

Ainsi Messieurs Arnault et son gendre, Xavier Niel, aux côtés de Patrick Drahi et de six autres personnes qui toutes se connaissent, se fréquentent et s'estiment – absorbant X et normaliens, Enarques et politiciens pour maintenir leur accès au sein de l'appareil de l'Etat –, couchant et se reproduisant ensemble – nous

sommes heureux ainsi de vous annoncer que Elisa Niel Arnault et Zoé Bolloré Bouygues, dûment éduquées dans le privé, ont fêté leur sept ans en s'affirmant comme les femmes les plus riches du continent - détiennent-ils à eux seuls 90% de la presse écrite française et 45 % des médias audiovisuels, en termes d'audience et de diffusion ? Méditez ces chiffres, et la puissance qu'ils octroient.

Méditez-les et interrogez-vous sur la facilité avec laquelle ils auront, au moment où il le fallut, aux côtés de Arnaud Lagardère et de Vincent Bolloré – qui y furent invités par leur ami de cœur Nicolas Sarkozy, tout destiné à empêcher l'élection de son archi-ennemi et préserver l'impunité qui lui avait été garantie – de favoriser l'ascension d'un énarque et inspecteur des finances, pantouflard ayant échoué par trois fois aux concours de l'Etat, au sommet de l'Etat.

Méditez-les, avant de vous décider si de la République ou de ces êtres là, vous vous préférez les ministres. Car ce choix là vous sera promptement exigé. Et il vous faudra choisir entre le service de l'Etat, et le destin de ceux qui, accompagnés d'une musique stridente et systématique, se virent propulsés dans les médias, qualifiés de mozart de la finance, pianistes et philosophe de génies, etc, afin de légitimer une ascension fulgurante qui en retour se payait comptant.

Non seulement à travers des opérations de corruption pure – pensons notamment à la cession des parts de Lagardère, ancien client de M. Macron chez Rotschild, dans EADS, organisée par l'alors secrétaire général adjoint de l'Elysée au détriment de toutes les règles régulant les conflits d'intérêt – mais aussi par toute une série de mesures plus indirectes visant à s'attirer les faveurs des classes les plus favorisées, du CICE – élaboré par messieurs Macron et Cahuzac dans le cadre du groupe de la Rotonde – à, une fois élu, la suppression de l'ISF, l'établissement de la flat tax ou l'évidement de l'exit tax, après qu'eut été torpillée la loi bancaire ou, plus récemment, annoncée une réforme des retraites visant à compenser tout cela et obtenir des marges de manœuvre budgétaires au détriment d'une grande partie de la population – les gilets jaunes ayant absorbé des ressources que l'on pensait pouvoir simplement piller, et amenant à ajouter une dimension paramétrique à la réforme des retraites, alors même que l'espérance de vie en bonne santé des ouvriers ne progresse plus depuis des années, et stagne à l'âge modique de 62 ans¹.

*

Comprenez ce qui vous est énoncé. L'accès aux charges politiques, depuis l'effondrement des partis politiques, a trouvé en ce triple mouvement sa scansion spontanée : cooptation symbolique par le truchement des grandes écoles, projection technocratique auprès du politique et enfin adoption oligarchique, permettant l'accès à une visibilité médiatique. Ces filtres successifs qui fonctionnent comme autant de rites initiatiques coûtent cher à la collectivité, qui doit financer les offrandes effectuées par des impétrants politiques à leurs protecteurs successifs, à chaque étape de leur ascension, avec d'autant plus d'entrain qu'ils manquent initialement de capital, comme en ce qui concerne M. Macron. Parfois la tentation de la spoliation s'impose, et il apparaît difficile – d'Olivennes à Pigasse, nombreux l'ont tenté – d'en revenir. Macron l'a fait, mais il faut le rappeler : l'on ne « gagne pas 3 millions d'euros », en devenant banquier chez Rotschild après avoir pantoufflé : on y monnaye les réseaux constitués grâce à l'Etat, au détriment de cet Etat, et c'est un miracle qui ne sera reproduit, qui fait que l'on arrive à le présenter comme une gloire dont on pourrait se pâmer.

Ces différents coûts furent longtemps supportables par la collectivité, notamment du fait d'une relative séparation des sphères qui fut peu à peu mise à mal, et qui ouvrit, à partir de 1983, à une prédation telle qu'il n'y eut, pour nos « élites », d'autre option que de se compromettre tout à fait pour se construire leur destin. L'accélération de la prédation, accompagnée par l'affaiblissement de l'Etat, qui voit certains

¹ <https://www.telos-eu.com/fr/societe/linsondable-pessimisme-francais.html>

de nos plus hauts fonctionnaires, à des âges avancés, offrir les ressources que leur a octroyé l'Etat au marché ou à des puissances étrangères – pensons à d'anciens directeur du trésor ou de l'APE, chose inconcevable il y a dix ans seulement – ont non seulement progressivement réduit la qualité des services publics et l'effectivité de nos administrations – phénomène qui reste largement indolore pour les classes dominantes dont sont issus nos dirigeants, celles-ci bénéficiant des méfaits de leurs politiques, la ségrégation spatiale délirante de Paris par exemple, liée à l'accroissement de la masse monétaire et la spéculation immobilière, leur permettant de préserver leur entresoi – mais ont aussi accru la pression impositive sur les classes moyennes et réduit le niveau de vie des classes les plus populaires, suscitant un accroissement des tensions qui menace non pas leurs intérêts, mais leur intégrité.

Cela s'accompagne de phénomènes plus pernicioeux, qui touchent à leurs héritiers C'est ainsi que vous trouvez non seulement à vivre en une société étouffée, ou manquent les rencontres et les possibilités d'aimer, à la nature estropiée, mais aussi à étudier à Saclay, et non comme jusqu'alors, au cœur d'un quartier latin qui était encore vivant, empli de créativité et de vivacité, et non enflé de fortunes qui décident le plus souvent de ne pas même y habiter. C'est ainsi surtout que vous trouverez demain toujours plus de difficultés à servir un Etat estropié, et que les fonctions d'antan glorieuses qui vous étaient promises – reprenons l'exemple de Jean Louis Beffa à qui fut offerte la direction de l'approvisionnement à 27 ans et qui, à peine la trentaine passée, se permettait le luxe de refuser la direction de Total – viennent à manquer.

Ainsi, dès lors, par conjonction de ces facteurs, la promesse d'un effondrement généralisé, que la médiocrité effrayante de nos élites politiques ne vient compenser, et à laquelle il est temps de se donner. Personne n'est à pardonner dans un cataclysme de médiocrité qui touche aujourd'hui tant au pôle gouvernemental qu'à sa supposée opposition, qui se montre dans l'incapacité absolue, aujourd'hui, à proposer une alternative de gouvernement au pouvoir existant. Nous voilà, civilisationnellement effondrés, forcés de subir les débats entre Marlène Schiappa et tel ou tel « leaders d'opposition » mettant en scène matchs de foot et dégustations de gaufre pour esquiver, sur des matinales, des questions sur lesquelles il venait pourtant de se prononcer.

Comprenons qu'en ces circonstances soit né un mouvement, les gilets jaunes, visant à rendre à ce pays sa souveraineté, et mettre fin à cette avanée généralisée. Et rions jaune qu'il soit né d'une taxe – la taxe carburant – dont les macronleaks révélèrent qu'elle fut créée, non seulement sur un bout de table, monstration de l'imature insuffisance des « dieux » appelés à nous diriger - afin de financer le trou dans les finances publiques créé par le CICE. Mesure dont on rappellera qu'elle coûta 80 milliards d'euros, et ne créa qu'entre zéro et 200.000 emplois, à un moment où selon l'INSERM, 15.000 français périssent du chômage chaque année.

*

Vous avez, je le crois, compris mon propos. Sous couvert de concours, l'école Polytechnique, « rêve de toutes les mères », écrivait Flaubert, est devenue le cauchemar de ses enfants, cooptant des membres d'une nouvelle aristocratie, dotée de charges *ad vitam* tout aussi illégitimes que dangereuses pour la société, qui seront transmises à ses enfants. Vous n'êtes pas l'élite la nation. Vous êtes d'immenses privilégiés, qui avez la possibilité de rendre à la société une part de ce qu'elle vous a donné. Dotés d'une capacité d'abstraction que votre position sociale vous a offerte, vous êtes cependant, il est vrai, cerclés par le risque politique d'une insurrection qui menacerait vos intérêts.

Réfléchissez pourtant, vous qui avez, tout de même, à la différence de bien des héritiers, tenté de démontrer votre valeur, et votre attachement à un système que beaucoup s'échine à piller. Quelques

semaines après qu'un étudiant se soit immolé à cause de sa précarité, une banane scotchée était vendue par un galeriste français 120.000 dollars à la foire de Bâle – avant qu'un *performer* ne s'empresse de dévorer.

Est-ce là un monde dans lequel vous souhaitiez vous déployer ? Ou n'est-il pas venu le temps de se lever ?

Vous avez la charge de corriger ce monde qui va à sa perte. De l'aider à se relever, avant qu'une nouvelle crise ne finisse de l'emporter, et de mettre fin à ces processus qui se nourrissent des restes cadavériques de l'Etat. En France, l'hôpital manque à soigner, l'école à former, et seule une convenance bourgeoise qui, telle la première dame, vous amènerait à vous réfugier à l'hôpital américain et à Franklin saurait vous en sauver. Vos compétences techniques vous donnent la possibilité de rendre à notre peuple une part de sa souveraineté, notamment en un espace numérique où nous nous trouvons colonisés. Nous aurons demain besoin d'ingénieurs et de cadres scientifiques qui se lèveront pour défendre nos intérêts, et après demain, pour nous aider à structurer la société que nous chercherons à reconstituer.

Vous pouvez être notre réservoir, ou les serfs de nouvelles puissances avariées. Car dès lors que ce rôle vous sera rendu, la question de la méritocratie, formulation individualisante dénuée d'intérêt, ne se posera plus: qui est le plus utile, et comment former un vivier suffisant pour rendre utile la plus grande part de cette population, sera la seule interrogation qui demeurera, changeant nos perspectives et nous incitant à une refonte qui rendra ce pays aux hiérarchies qui l'ont fui.

Je me répète. Nous sommes au bord d'une révolution. Et je ne peux qu'une chose : vous inciter à vous y diriger. En tant que citoyen, vous vous y devez. Les corps techniques que certains d'entre vous ambitionnent de rejoindre, devenus des organisations collectives ayant pour seul objectif d'assurer l'accès à des places de pouvoir, doivent retrouver leur rôle fondateur, à savoir pourvoir aux besoins d'une République dont trop de polytechniciens sont devenus les principaux pilleurs. Leur refonte intégrale, et leur adaptation aux enjeux industriels de notre temps, est une priorité fondamentale à laquelle il vous faut vous préparer.

Il en va de même de la réorganisation industrielle de notre pays. A l'aube de guerres commerciales toujours plus sévères, la réorientation géopolitique de notre appareil productif passe par une redéfinition des conditions de notre appartenance à l'Europe et une ouverture vers des espaces qui, maintenant démocratisés, doivent redevenir nos principaux partenaires. Se redonner les outils de notre autonomie politique passe par une réorientation massive de notre politique économique, et la libération de marges de manœuvre budgétaires et monétaires accaparées aujourd'hui par le privé.

N'oubliez pas ces données : un fils de cadre a aujourd'hui 12 fois plus de chances de devenir cadre qu'un fils d'ouvrier qualifié – un rapport stable depuis 1985. 50% des français voient leur position stagner ou empirer vis à vis de ses parents depuis dix ans. Les inégalités augmentent depuis 2005, et ont retrouvé le même niveau qu'en 1990. Quant au premier décile de la population, le plus précaire et fragile, il n'a jamais retrouvé son niveau de vie pré-2008, c'est-à-dire précédent une crise que nos élites ont provoqué, et qui a fini par favoriser ses intérêts.

Nous sommes en 2019. Et après avoir atteint 15% de boursiers, vous n'êtes plus que 11% cette année. Une partie du pays vous hait de ce fait. Il est temps d'entendre la rumeur qui bruit, et de vous émanciper de ceux qui vous appellent à adhérer.

Il y a un nouvel ordre à créer. Une chose publique à réinventer. Vous avez les outils pour l'enfanter.

Je vous remercie de m'avoir invité.

*
* *

Annexes

- **Les concours sont-ils neutres ? Concurrence et parrainage dans l'accès à l'École polytechnique**, [Pierre François](#) et [Nicolas Berkouk](#) Dans [Sociologie 2018/2 \(Vol. 9\)](#), pages 169 à 196
- **Albouy V. & Wanecq T.** (2003), « Les inégalités sociales d'accès aux grandes écoles », *Économie et statistique*, n° 361, pp. 27-52.
- **Attali B.** (2015), *L'X dans une nouvelle dimension*, Paris, La Documentation française.
- **Belhoste B.** (2002), « Anatomie d'un concours. L'organisation de l'examen d'admission à l'École polytechnique de la Révolution à nos jours », *Histoire de l'éducation*, n° 94, pp. 141-175.
- **Belhoste, B.** (1994), « De l'Ecole des ponts et chaussées à l'Ecole centrale des travaux publics », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 11 | 1994 URL : <http://journals.openedition.org/sabix/617>
- **Blanchard M., Orange S. & Pierrel A.** (2014), « La production d'une noblesse scientifique », Paris, Département de sciences sociales de l'École normale supérieure de Paris.
- **Bodin Y.** (2005), « Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles (1) par la mission d'information (2) portant sur la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles », Paris, Sénat.
- **Brown P., Duru-Bellat M. & van Zanten A.** (2010), « La méritocratie scolaire. Un modèle de justice à l'épreuve du marché », *Sociologie*, vol. 1, n° 1, pp. 161-175.
- **CNESCO** (2016), « Comment l'école amplifie-t-elle les inégalités sociales et migratoires », Paris, CNESCO.
- **Cornut-Gentile F.** (2014), « Rapport d'information relatif à l'École polytechnique », Paris, Assemblée nationale.
- **Euriat M. & Thélot C.** (1995), « Le recrutement social de l'élite scolaire en France. Évolution des inégalités de 1950 à 1990 », *Revue française de sociologie*, vol. 36, n° 3, pp. 403-438.
- **Ferrand M., Imbert F. & Marry C.** (1999), *L'Excellence scolaire, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan.
- **François P.** (2010), « Les guépards du capitalisme français ? Structure de l'élite patronale et modes d'accès aux positions dominantes », *Les élites économiques en France*, Journées d'études conjointes DRM-IDRISSO, Paris, Université Paris Dauphine, 4-5 novembre.
- **van Zanten A.** (2016), « La fabrication familiale et scolaire des élites et les voies de la mobilité ascendante en France », *L'Année sociologique*, vol. 66, n° 1, pp. 81-114.

EVOLUTION DU POURCENTAGE DES BOURSIERS

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
INSCRITS	32,6	31,9	33,3	32,1	30,8	33,5	32,1	32,6
ADMISSIBLES	18,7	21,3	17,4	19,3	15,3	15,6	12,6	14,1
ENTRANTS	13,2	13,6	13,5	15,5	13,3	11,6	11,3	11,0

